



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 17 septembre 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
17 septembre 2026
n° 31 / 8140^e
pages 1489 à 1536



ÉDITORIAL

1489 Beyrouth abolit, les États-Unis exécutent, *Jean-Baptiste Perrier*

IN MEMORIAM

1499 Georges Durry (1930-2026), Papillon envolé discrètement

POINTS DE VUE

- 1501 Sélection algorithmique et monétisation des contenus :
le réveil de la responsabilité des plateformes !, *Thibault Douville*
- 1503 Responsabilité du pilote maritime, À propos de Conseil constitutionnel 25 juin 2026,
n° 2026-1208 QPC, *Philippe Delebecque*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1514 **Panorama** : Droit pénal des affaires, *Corinne Mascala*
- 1523 **Notes** : L'action oblique du créancier de l'associé, note sous Civ. 3^e, 11 juin 2026,
Jean-Baptiste Barbière
- 1528 L'impossible adoption du mineur qui ne consent pas, note sous Civ. 1^{re}, 10 juin 2026,
Adeline Gouttenoire
- 1532 Nouvelles précisions sur l'obligation parentale d'entretien et d'éducation de l'enfant,
note sous Civ. 1^{re}, 20 mai 2026, *Mathilde Pouillon*

ENTRETIEN

- 1536 Anne-Blandine Caire – Trois questions sur l'imprescriptibilité
des crimes sexuels commis contre les mineurs



Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Dalloz
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,
CORINNE GENDRAUD

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DUBAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉZILE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUNER

RÉDACTION

DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Sylvie DE SOUSA

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMÉL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALAIT

publicite@lefebvre-samt.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 234,20 € TTC

Etranger : 1 304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Septembre 2026

LEFEBVRE DALLOZ

Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges

CS 90358

92072 Paris La Défense cedex

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

572 195 550 RCS Nanterre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Jean-Baptiste Perrier

1489

Beyrouth abolit,
les États-Unis exécutent



ACTUALITÉS

1492

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Virement bancaire (fraude) : charge
de la preuve de l'autorisation de paiement,
Com. 9 sept. 2026

Concurrence-Distribution

Concurrence déloyale (ancien salarié) :
appropriation d'informations confidentielles,
Com. 2 sept. 2026

Contrat d'affaires

Transport (commissionnaire) : portée
du droit de rétention, Com. 9 sept. 2026

Entreprise en difficulté

Sauvegarde (contrat en cours) :
caractère nécessaire de la résiliation,
Com. 9 sept. 2026

Sauvegarde (contrat en cours) :

date d'effet de la résiliation,
Com. 9 sept. 2026

Liquidation judiciaire (contrat en cours) :

date d'effet de la résiliation,
Com. 9 sept. 2026

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (loyer) : clause de révision
automatique, Civ. 3^e, 3 sept. 2026

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (reproduction) :

texte court publié sur Facebook,
CJUE 3 sept. 2026

Marque (renommée) : usage

dans le cadre d'une campagne politique,
CJUE 8 sept. 2026

1494

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Contrat (caducité) : contrat de production
d'émission radiophonique, Com. 2 sept. 2026

Pari sportif (opérateur) : exception de jeu

et répétition de l'indu, Civ. 1^{re}, 2 sept. 2026

Cession de créance (retrait litigieux) :

contestation sur le fond du droit,

Com. 9 sept. 2026

Famille-Personne-Succession

Testament (olographe) : qualité pour agir

en nullité, Civ. 1^{re}, 9 sept. 2026

1496

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Cour d'assises (terrorisme) : recevabilité
de l'action civile, Crim. 9 sept. 2026

1497

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Santé du salarié : non-respect
des préconisations du médecin du travail,
Soc. 9 sept. 2026

Liberté d'expression (sanction) : contrôle
de proportionnalité, Soc. 9 sept. 2026

Licenciement (absence prolongée) :

désorganisation de l'entreprise,
Soc. 9 sept. 2026



IN MEMORIAM

1499

Georges Durry (1930-2026)
Papillon envolé discrètement



POINTS DE VUE

1501

Sélection algorithmique et monétisation des contenus :
le réveil de la responsabilité des plateformes !
par Thibault Douville

1503

Responsabilité du pilote maritime
À propos de Conseil constitutionnel 25 juin 2026,
n° 2026-1208 QPC
par Philippe Delebecque



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1505

La réticence dolosive suppose,
mais ne rend pas l'erreur excusable
Anatomie d'une bévue législative et doctrinale
par Jean Mouly

PANORAMA

1514

Droit pénal des affaires
juin 2025 – juillet 2026
par Corinne Mascala

NOTES

1523

L'action oblique du créancier de l'associé,
note sous Civ. 3^e, 11 juin 2026
par Jean-Baptiste Barbiéri

1528

L'impossible adoption du mineur qui ne consent pas,
note sous Civ. 1^{re}, 10 juin 2026
par Adeline Gouttenoire

1532

Nouvelles précisions sur l'obligation parentale d'entretien
et d'éducation de l'enfant, note sous Civ. 1^{re}, 20 mai 2026
par Mathilde Pouillon



ENTRETIEN

1536

Anne-Blandine Caire – Trois questions sur l'imprescriptibilité
des crimes sexuels commis contre les mineurs

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Revue Lamy de la concurrence

Dossier – L'entreprise en droit de la concurrence : une notion invasive ?

*Sous la direction de Linda ARCELIN, avec Jean-Louis FOURGOUX,
Emma MIGLIETTA et Irina PARACHKEVOVA-RACINE*

**Amende – Quand le Tribunal de l'Union européenne
fait une application à géométrie variable du concept
d'« unité économique »**

Mélanie THILL-TAYARA et Quentin COLOMBIER

**L'arrêt Apple de la Cour de cassation, un grand arrêt sous le sceau
du pragmatisme ; une leçon sur la preuve**

Emmanuelle CLAUDEL

**Nouvelle illustration de la délicate conciliation entre protection
du secret des affaires et droit à la preuve**

Nicolas GIACOBI

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Directeur scientifique :

Muriel Chagny : Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit de la concurrence et des contrats, UVSQ-Paris Saclay

Linda Arcelin : Professeur des universités, La Rochelle Université

Virginie Beaumeunier : Inspectrice générale des finances, Présidente de l'observatoire des délais de paiements

Jacques Boulard : Premier Président de la Cour d'appel de Paris

Benoît Cœuré : Président de l'Autorité de la concurrence

Jean-Louis Fourgoux : Avocat associé, Mermoz Avocats

Olivier Guersent : Directeur général de la concurrence, Commission européenne

Sarah Lacoche : Directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Irène Luc : Première avocate générale à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Cyril Nourissat : Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

Anne Perrot : Économiste, Inspectrice générale des finances

Valérie Pironon : Professeur des universités, Université de Nantes

Michel Ponsard : Avocat associé, UGGC Avocats, Président de l'Association française d'étude de la concurrence (AFEC)

Jacqueline Riffault-Silk : Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour de cassation, Membre fondateur et Président honoraire de l'Association of European Competition Law Judges (AECJL)

Patrick Sayer : Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Léna Sersiron : Avocate associée, Baker McKenzie, Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit de la concurrence (APDC)

Thibaud Vergé : Vice-Président de l'Autorité de la concurrence, Professeur d'économie, ENSAE Paris

Vincent Vigneau : Président de la Chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentante légale : Rokhaya Poudi

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directrice de la publication : Rokhaya Poudi

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Responsable des rédactions : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef : Jérémie Berlemont

Ont participé à ce numéro : Céline Garnier, Camille Madi

Dépôt légal : à parution • Prix au numéro : 114,35 € TTC

N° ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N° ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel • N° CPPAP : 1226 T 85786 • Crédit

photos : Getty Images • Imprimeur : Duplprint, 2, rue

Descartes - 95330 Domont • Origine du papier : Portugal

• Taux de fibres recyclées : 0 % • Certification : imprimé sur papier FSC • Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

► N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.lamy-liaisons.fr - www.lamylinenew.fr

- www.liaisons-sociales.fr

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, du contenu de cette publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, y compris toute utilisation par des systèmes ou modèles d'intelligence artificielle ou toute reproduction ou extraction à des fins de fouille de textes et de données (TDM), notamment en application de l'article 4 de la Directive (UE) 2019/790. L'éditeur se réserve expressément ces utilisations.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLC 2026, n° 163-1 (année, n° de la revue, n° du commentaire)

FOCUS

- L'Autorité de la concurrence accueille les demandes formulées par les éditeurs et agences de presse contre la société Meta quant à leur rémunération au titre du droit voisin 4
Par Camille MADI

LES ESSENTIELS DU MOIS

CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS	6
PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES	6
TRANSPARENCE ET PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES	7
AIDES D'ÉTAT	9
DISTRIBUTION	10
RÉGULATION	10
À RETENIR ÉGALEMENT	12

ÉTUDE

- Amende – Quand le Tribunal de l'Union européenne fait une application à géométrie variable du concept d'« unité économique » 16
Par Mélanie THILL-TAYARA et Quentin COLOMBIER

DOSSIER

L'ENTREPRISE EN DROIT DE LA CONCURRENCE : UNE NOTION INVASIVE ?

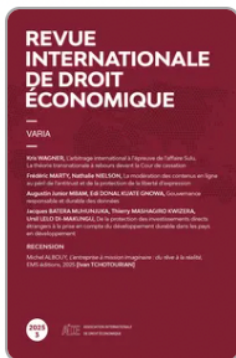
- L'entreprise, un outil de dissuasion « partagé » entre le droit de la concurrence et le RGPD..... 20
Par Linda ARCELIN
- La pénétration de la notion d'entreprise en droit des sociétés à l'aune de la durabilité : une convergence émergente avec le droit de la concurrence..... 27
Par Irina PARACHKÉVOVA-RACINE
- Le groupe de sociétés en droit de la concurrence et en droit des entreprises en difficulté : approche objective vs approche subjective du pouvoir de la société mère sur ses filiales 35
Par Emma MIGLIETTA
- La notion d'entreprise dans le droit des pratiques restrictives de concurrence : une abolition des frontières ou impérialisme ? 41
Par Jean-Louis FOURGOUX

ANALYSE

- L'arrêt Apple de la Cour de cassation, un grand arrêt sous le sceau du pragmatisme ; une leçon sur la preuve..... 45
Par Emmanuelle CLAUDEL

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- Nouvelle illustration de la délicate conciliation entre protection du secret des affaires et droit à la preuve..... 55
Par Nicolas GIACOBBI



📖 Numéro de revue

Varia

Revue internationale de droit économique

2025/3 XXXIX

Association internationale de droit économique

130 pages

Sommaire

Pages 5 à 22
⌚ 27 minutes

≡ Article de revue

L'arbitrage international à l'épreuve de l'affaire Sulu

La théorie transnationale à rebours devant la Cour de cassation

Par Kris Wagner



Pages 23 à 53
⌚ 47 minutes

≡ Article de revue

La modération des contenus en ligne au péril de l'antitrust et de la protection de la liberté d'expression

Par Frédéric Marty et Nathalie Nielson



Pages 55 à 92
⌚ 57 minutes

≡ Article de revue

Gouvernance responsable et durable des données

Un impératif pour la sécurisation et la protection des données personnelles en ligne

Par Augustin Junior Mbam et Edi Donal Kuate Gnowa



Pages 93 à 122
⌚ 45 minutes

≡ Article de revue

De la protection des investissements directs étrangers à la prise en compte du développement durable dans les pays en développement

Par Jacques Batera Muhunjuka, Thierry Mashagiro Kwizera et Ursil Lelo Di-Makungu



Pages 123 à 127
⌚ 8 minutes

📖 Compte rendu

Recension

Par Ivan Tchotourian



Droit & Patrimoine

LE MENSUEL DE TOUS LES PRATICIENS DU DROIT

DOSSIER

LE PARTAGE, OU L'ART DÉLICAT DE LA DIVISION



ÉCLAIRAGE

Quasi-usufruit
et article 774 bis du Code
général des impôts : vers
une fiscalité de défiance ?

CHRONIQUES

Droit des biens
Fiscalité du patrimoine
Droit de l'assurance vie



 LAMY | KARNOV
LIAISONS GROUP

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Quasi-usufruit et article 774 bis du Code général des impôts : vers une fiscalité de défiance ?

6

ENTRETIEN

Notaire et impôt : sur la ligne de crête entre collecte, conseil et sécurité juridique.

12

Collecteur de près de 40 Md€ pour le compte de l'État, conseiller des familles et des entreprises, mais aussi garant de la sécurité juridique des opérations, le notaire occupe une place singulière face à l'impôt. À l'occasion du 122^e Congrès des notaires de France, consacré au thème « Le notaire et l'impôt », son président Maître Gilles Bonnet revient sur cette « ligne de crête » qui structure l'exercice notarial. De la responsabilité du conseil à l'anticipation des transmissions, en passant par le pacte Dutreil et la fiscalité immobilière, il expose les enjeux au cœur des travaux des trois commissions.

PROFESSIONS

Facturation électronique des avocats : une réforme technique sous la vigilance du secret professionnel

15

CNB, « Tout savoir sur la Facturation électronique », mise à jour du 24 août 2026, « L'application de la facturation électronique à la profession d'avocat : le CNB pose des conditions », 24 sept. 2024

À compter du 1^{er} septembre 2026, tous les avocats devront être en mesure de recevoir des factures électroniques via une plateforme agréée. Une transition qui ne se limite pas à un changement d'outils : elle oblige la profession à adapter son organisation tout en préservant une exigence essentielle, le secret professionnel.



DOSSIER

Le partage, ou l'art délicat de la division

• Le régime fiscal des licitations portant sur des biens immobiliers : principes et illustrations pratiques

Sarah MAHÉ, Consultante en droit de l'enregistrement et en droit patrimonial de la famille, Cridon Nord-Est 29

• Partage consécutif à une libéralité entre vifs :

le régime fiscal applicable

Valérie KERMAL, Juriste au Cridon Ouest, diplôme supérieur du notariat, docteur en droit,

Rudy CLOUET, Juriste au Cridon Ouest..... 34

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

ANALYSES

La restitution des droits de donation en présence d'un usufruit légal sur des biens en nue-propriété	16
Du caractère personnel du rappel fiscal en cas de représentation successorale	20

CHRONIQUES

Droit des biens (avril – juin 2026)	53
Fiscalité du patrimoine (avril – juin 2026)	58
Droit de l'assurance vie (mai – septembre 2026)	68
Assurance vie et financement des PME, ou la nécessité d'une réforme innovante	73



- **Les angles morts du droit de partage : entre insécurité fiscale du pacte Dutreil et impérialisme territorial**
Pascal BARDOUX, Fiscaliste au Cridon-Lyon 40
- **Le droit de partage et les sociétés : l'impôt de la division**
Serge LAMIAUX, Juriste au Cridon Sud-Ouest..... 44

Revue de jurisprudence commerciale - Édition n°22

11 septembre 2026



Vincent Téchené, Rédacteur en chef



Commercial

[Commentaire] Rupture brutale des relations commerciales et contrats types de transport : un régime qui se clarifie malgré les apparences

Par **Stéphan Denoyes**

Réf. : Cass. com., 1er juillet 2026, n° 24-19.356, FS-B **N° Lexbase : B1434GET** ; CA Paris, 5-4, 8 juillet 2026, n° 25/00115

N° Lexbase : B9360GMM ; CA Paris, 5-9, juillet 2026, n° 23/00493 **N° Lexbase : B4999GNH**



Contrat de vente

[Commentaire] L'obligation de conseil du vendeur professionnel à l'épreuve de la spécialité de l'acquéreur

Par **Williams Ahite**

Réf. : Cass. com., 8 juill. 2026, n° 25-11.256, F-B **N° Lexbase : B3871GGH**



Droit pénal des affaires

[Chronique] Un an de jurisprudence en droit pénal des sociétés commerciales (juin 2025 – mai 2026)

Par **Eliaz LE MOULEC**



Sûretés

[Chronique] Chronique de droit des sûretés et du financement

Par Augustin Aynès

Comité scientifique :

Jérôme Carles, Avocat, Président de l'Association Droit et Commerce (président)

Augustin Aynès, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)

Nicolas Borga, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Bruno Dondero, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Julia Heinich, Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Isabelle Grossi, Professeur à Aix-Marseille Université

Anne Jourdain, Avocate au barreau de Bordeaux

Actualité des procédures collectives, n° 15 du 18 septembre 2026

Sommaire du numéro

Repère

VOIES DE RECOURS

Recours-nullité contre le jugement arrêtant le plan de cession : monopole et contours de l'excès de pouvoir

N° 176 - Par Odélia FAUGÈRE

Alertes

AIDES D'ÉTAT

La Commission européenne invite les parties intéressées à présenter leurs observations sur le projet de nouvelles lignes directrices sur les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté

N° 177 - Par Stéphane LECLERC

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | GROUPEMENT D'EMPLOYEURS

Loi de simplification de la vie économique : extension de certains privilèges au profit des groupements d'employeurs en cas de procédure collective d'un adhérent

N° 178 - Par Laurence FIN-LANGER

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | TRÉSOR PUBLIC

Non-renvoi d'une QPC relative à la solidarité fiscale en cas de condamnation pour fraude fiscale prévue par l'article 1745 du CGI

N° 179

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Nullité d'un contrat d'apprentissage déséquilibré et ses conséquences

N° 180

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Instance en nullité de période suspecte et clôture de la procédure collective

N° 181

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN

Adoption forcée interclasses d'un plan en présence de classes de parties affectées silencieuses

N° 182

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CESSIION

Simplification de l'information des salariés en cas de cession du fonds de commerce

N° 183

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

Illustration de l'arrêt de l'exécution provisoire d'un jugement de liquidation judiciaire

N° 184

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

Irrecevabilité du pourvoi en cassation contre un jugement intervenu sur tierce opposition à un jugement arrêtant ou rejetant un plan de cession

N° 185

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | MESURES DE TRAITEMENT

Actualités de l'article L. 711-4 du Code de la consommation

N° 186 - Par Laurence FIN-LANGER

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | RESTE À VIVRE

Fraude aux allocations-chômage : le « reste à vivre » du surendettement comme limite à la suspension des paiements

N° 187

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 37 du 14 septembre 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Ordonnance de rentrée

N° 1049 - Par Pascale ROBERT-DIARD

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | UNIVERSITÉS

Bertrand Jost, (par)cours magistral

N° 1050 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | ENTREPRISES

La responsabilité civile des entreprises pour atteinte aux droits humains : l'approche restrictive du juge américain

N° 1051 - Par Noëlle LENOIR

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Paris sportifs en ligne : restitution d'un gain versé par erreur, réduction de la restitution et point de départ des intérêts

N° 1052

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Le notariat propose de moderniser les règles patrimoniales du mariage

N° 1053

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 3 au 9 septembre 2026

N° 1054

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

La contrariété aux objectifs poursuivis par l'Union européenne exclut la saisie des biens d'émanations d'État

N° 1055 - Par Jean-Jacques ANSAULT , Jérémie FAIVRE et Cyril FALHUN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

L'abus de dépendance en droit commun des contrats ou le relâchement... jusqu'où ?

N° 1056 - Par Maud LAGELÉE HEYMANN

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Sécurité : des écarts départementaux entre victimations déclarées et sentiment d'insécurité

N° 1057

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

Usurpation d'identité : + 27 % de condamnations en 10 ans

N° 1058

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PEINES

Peines de stages : un outil pénal reconnu mais un pilotage à renforcer

N° 1059

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 27 août au 9 septembre 2026

N° 1060

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

La non rétroactivité de la loi n° 2025-1057 du 6 novembre 2025 visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles

N° 1061 - Par Jean-Christophe SAINT-PAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE DÉLOYALE

Fichiers confidentiels d'un concurrent : leur présence sur l'ordinateur du salarié engage le nouvel employeur

N° 1062

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Fraude aux moyens de paiement : une situation maîtrisée, sauf pour les escroqueries par manipulation

N° 1063

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Tracfin : forte hausse des déclarations de soupçon et priorité à la criminalité organisée

N° 1064

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Preuve des heures supplémentaires : un décompte incluant des temps de trajet peut être suffisamment précis

N° 1065

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 3 au 9 septembre 2026

N° 1066

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Mineur isolé en zone d'attente : réaffirmation de l'exigence de désignation d'un administrateur ad hoc

N° 1067

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | HANDICAPÉS

Conférence nationale du handicap 2026 : 16 orientations pour rendre la société pleinement accessible

N° 1068

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 3 au 9 septembre 2026

N° 1069

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | COOPÉRATION JUDICIAIRE

De l'entraide probatoire et du recul de l'ordre public des États membres en matière d'état des personnes ?

N° 1070 - Par Blandine DE CLAVIÈRE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | EUROPE

Le contentieux sportif, laboratoire du droit économique européen

N° 1071 - Par Blandine DE CLAVIÈRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | MINEURS

Justice pénale des mineurs : les nouveaux équilibres

N° 1072 - Par Carole HARDOUIN-LE GOFF

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT DU TRAVAIL

Droit du travail

N° 1073 - Par Jean-François CESARO , Grégoire DUCHANGE , Julien ICARD , Arnaud MARTINON , Patrick MORVAN , Lydie DAUXERRE , Marie ELIPHE , Emeric JEANSEN et Simon RIANCHO

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Les Codes LexisNexis 2027

N° 1074

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 38 du 17 septembre 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



BANQUE

3 QUESTIONS - Les enseignements du dernier rapport annuel de l'Observatoire de l'inclusion bancaire

N° 767 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

COMPTABILITÉ

Facturation électronique : les principales obligations en matière de protection des données

N° 768

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Code de la consommation 2027

N° 769

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Code des sociétés et autres groupements 2027

N° 770

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | DONNÉES CHIFFRÉES

GEIQ : observatoire 2026

N° 771

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Contrôle des délais de paiement, un cas à part en Europe en attendant une harmonisation

N° 772 - Par Philippe LORANT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Prêt à taux zéro pour rénovation énergétique : mise à jour des commentaires administratifs

N° 773

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Autorisation de paiement, ordre de paiement et charge de la preuve

N° 774

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Droit de retrait et devoir de mise en garde : pas de contestation sur le fond, pas de retrait

N° 775

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Des lignes directrices de l'UE sur les pratiques d'éviction abusives des entreprises dominantes

N° 776

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

Droit de rétention du transporteur : l'absence de livraison ne permet pas au commettant de suspendre le paiement

N° 777

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Liquidation judiciaire : la résiliation du contrat à exécution successive prend effet à la date de la cessation de l'activité

N° 778

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La Cour des comptes appelle à simplifier et mieux coordonner les dispositifs d'accompagnement

N° 779

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La sauvegarde du débiteur peut justifier la rupture des contrats de franchise et d'approvisionnement

N° 780

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Action en responsabilité pour insuffisance d'actif : l'action du liquidateur exclut celle des contrôleurs

N° 781

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Résiliation du contrat en cours : la saisine du juge-commissaire prime sur la mise en demeure

N° 782

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Le droit de l'Union ne requiert pas la publication d'informations portant sur tous les actionnaires de société anonyme et s'oppose à la publication inconditionnée de leurs données à caractère personnel

N° 783

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Crédit à la consommation : assiette de frais restituables à l'emprunteur en cas de remboursement anticipé du prêt

N° 784

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Absence du salarié et cause réelle et sérieuse

N° 785

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Membres d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation : protection contre le licenciement

N° 786

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Contrôle Urssaf : calcul du redressement, taux applicables et annulation

N° 787

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Travail dissimulé et annulation des exonérations de cotisations

N° 788

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Fusion simplifiée et agrément fiscal : la date de réalisation s'entend de sa date d'effet juridique, non de l'assemblée générale approbative

N° 789

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Déclaration rectificative et renonciation tacite à la prescription

N° 790

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

Taxe sur les transactions financières : un rendement important, mais une collecte à mieux contrôler

N° 791

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Droit à la déduction de la TVA et biens cédés gratuitement

N° 792

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Nullité des cessions faites en violation des statuts d'une SAS

N° 1265 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Critère de distinction entre action sociale et action individuelle de l'actionnaire ou de l'associé

N° 1266 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Droit de la donnée

N° 1267 - Par Matthieu BOURGEOIS , Louis THIBIERGE , Laurent BADIANE , Lisa

BATAILLE , Anne-Sophie BONHOMME , Jean-François DAVENÉ , Sophie DE

KERMENGUY , Anne-Claire LAGARDE , Camille SANCHEZ et Cédric VANDERZANDEN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

La digitalisation du contrat de transport

N° 1268 - Par Dominique LEGEAIS et Smaranda RUGINA

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Le refoulement de la théorie du préjudice nécessaire en cas de violation du RGPD par l'employeur

N° 1269 - Par Anthony TARDIF

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | INAPTITUDE

Opposabilité d'un avis d'inaptitude délivré à l'issue d'une visite médicale demandée par le médecin du travail

N° 1270 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | RECOUVREMENT

La saisie administrative à tiers détenteur à l'épreuve du principe de proportionnalité des peines

N° 1271 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

À la une

Dissociation, conduites dissociantes et amnésie dissociative

étude par Hélène ROMANO

Le recours aux notions de dissociation, de conduites dissociantes et d'amnésie dissociative est de plus en plus fréquent dans les procédures relatives aux violences. Souvent confondues, elles recouvrent pourtant des réalités cliniques distinctes dont la compréhension est essentielle à la pratique judiciaire.



© dinatychnska_AdobeStock_Généré à l'aide de l'IA

Actualité

« Nous devons être associés aux décisions sur l'organisation judiciaire locale »

entretien avec Christophe BAYLE

Technique

Les adaptations du CESEDA au Pacte européen sur la migration et l'asile

note par Théophile José MENDY

À propos des décrets n°s 2026-451 à 456 des 3 et 6 juin 2026

Jurisprudence

Une décision timorée ?note par Stéphan ALAMOWITCH
sous CA Paris, 5-7, 8 juill. 2026**Le juge et la vindicte populaire**note par Jean-Baptiste PERRIER
sous TJ Bobigny, 14^e ch. corr., 18 juin 2026

Gazette Spécialisée

DROIT BANCAIRE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Guillaume VALDELIÈVRE

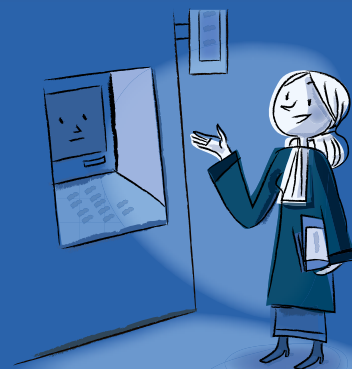
Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

• Antonin PITRAS

Maître de conférences à l'université du Maine, avocat au barreau de Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Rodolphe BIGOT, Julie CLAVEL-THORAVALL, Pauline DUJARDIN, Étienne GASTEBLED, Antoine GOUËZEL, Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, Anne-Gaëlle LE MERLUS, Marc MIGNOT, Sophie MOREIL et Ghislain POISSONNIER



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement, sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL493x1 ■ Affaire « Paul Bismuth » : la CEDH va se pencher sur la confidentialité des échanges avocat-client 3

GPL494j2 ■ Numérique : la justice accélère sa transformation 5

GPL494i5 ■ « Nous devons être associés aux décisions sur l'organisation judiciaire locale »
entretien avec Christophe BAYLE 6

Technique

GPL494g7 ■ Les adaptations du CESEDA au Pacte européen sur la migration et l'asile
note par Théophile José MENDY sous D. n° 2026-451, 3 juin 2026, D. n° 2026-452, 6 juin 2026, D. n° 2026-453, 6 juin 2026, D. n° 2026-454, 6 juin 2026, D. n° 2026-455, 6 juin 2026 et D. n° 2026-456, 6 juin 2026 8

Doctrine

GPL493j5 ■ Dissociation, conduites dissociantes et amnésie dissociative
étude par Hélène ROMANO 12

Jurisprudence

GPL494a4 ■ Une décision timorée ?
note par Stéphan ALAMOWITCH sous CA Paris, 5-7, 8 juill. 2026 16

GPL494i6 ■ Le juge et la vindicte populaire
À propos de l'infraction de « *doxing* », fondement et suite de la condamnation d'un journaliste de *Frontières*
note par Jean-Baptiste PERRIER sous TJ Bobigny, 14^e ch. corr., 18 juin 2026 19

GPL494g8 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 23

GPL493x9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 26

GPL494h6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 29

GPL493n9 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la responsabilité civile
sous la direction scientifique de Vincent MAZEAUD
avec la collaboration de Marie DUGUÉ, Stéphane GERRY-VERNIÈRES et Zoé JACQUEMIN
en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL493n9>



Gazette Spécialisée

DROIT BANCAIRE

31

Sous la responsabilité scientifique de
Guillaume VALDELIÈVRE et Antonin PITRAS

DOCTRINE P. 21

PERSONNES / FAMILLE

Titulaire de l'action post-décès en nullité du testament pour insanité d'esprit

par David Noguéro**ACTUALITÉS** P. 5

RURAL

Loi *UPSA* : droits de préemption et d'opposition des SAFER

IMMOBILIER

Loi *RIPOST* du 18 août 2026 : mesures immobilières

IMMOBILIER

Loi *Montagne III* : autorisations d'urbanisme et servitudes de passage

IMMOBILIER

Conséquences du nouveau calcul du DPE à compter de 2027

PRATIQUE P. 13

PROFESSIONS

Le notaire face aux polluants éternels

par Jean Lefebvre**DOCTRINE** P. 27

RURAL

La réciprocité n'est pas l'onérosité

par Aurore Valmary

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF233f6 ■ Loi *UPSA* : droits de préemption et d'opposition des SAFER

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF233f3 ■ Loi *RIPOST* du 18 août 2026 : mesures immobilières

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF233f4 ■ Loi *Montagne III* : autorisations d'urbanisme et servitudes de passage

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF233f2 ■ Conséquences du nouveau calcul du DPE à compter de 2027

ENTREPRISE

DEF233f5 ■ Illicéité d'une clause d'augmentation périodique, automatique et forfaitaire du loyer sans limite de durée ou de plafond

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF232i5 ■ Le notaire face aux polluants éternels par **Jean Lefebvre**

DOCTRINE P. 21

DEF233b4 ■ Titulaire de l'action post-décès en nullité du testament pour insanité d'esprit par **David Noguéro**

DEF232y1 ■ La réciprocité n'est pas l'onérosité par **Aurore Valmary**

VIE PRO P. 32

OFFRES ET DEMANDES P. 38

INDICES P. 40

PRATIQUE P. 14

PROFESSIONS

Annexer ou ne pas annexer à l'acte ?

par **Frédéric Roussel** et **Cyrille Farenc****ACTUALITÉS** P. 5

PROFESSIONS

Une rentrée avec le Président du Conseil supérieur du notariat

par **Margot Lecuirot**

PERSONNES / FAMILLE

Fruits d'un bien propre employés à son acquisition et droit à récompense

IMMOBILIER

Inopérance du régime du permis tacite contre un refus de permis de construire

RURAL

Parution du décret relatif au régime unique de la haie

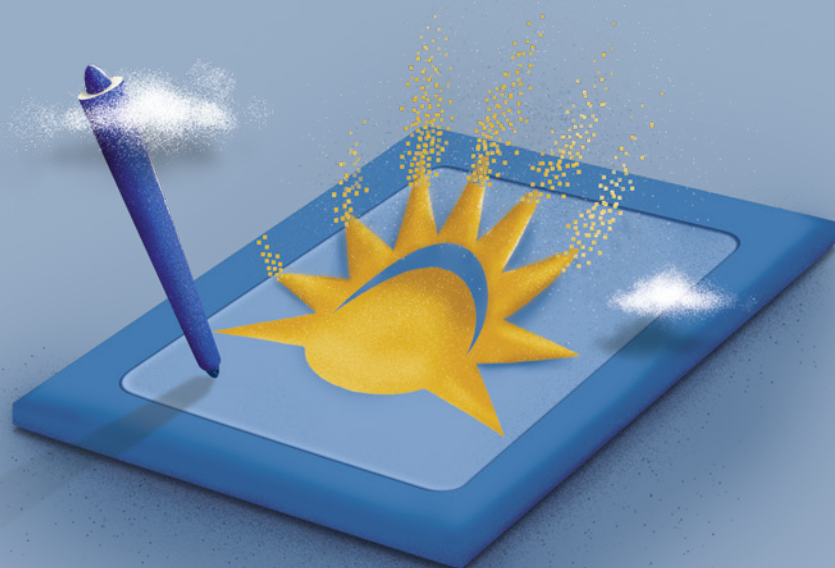
DOCTRINE P. 19

DROIT FISCAL

Pacte *Dutreil* : l'engagement de conservation doit être joint à la déclaration de succession initialepar **Mathilde Richevaux****CHRONIQUES** P. 24

PERSONNES / FAMILLE

Successions et libéralités

par **Bernard Vareille**,
Annie Chamoulaud-Trapiers
et **Sophie Gaudemet**

ACTUALITÉS P. 5

ÉCHOS PRO

DEF233g3 ■ Une rentrée avec le Président du Conseil supérieur du notariat
par **Margot Lecuirot**

À LA UNE

DEF233n2 ■ Fruits d'un bien propre employés à son acquisition et droit à récompense

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF233m8 ■ Inopérance du régime du permis tacite contre un refus de permis de construire

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF233m9 ■ Précisions relatives aux conditions de contestation d'un testament olographe

RURAL

DEF233n0 ■ Parution du décret relatif au régime unique de la haie

PRATIQUE P. 14

ASTUCES MÉTIER

DEF233g1 ■ Annexer ou ne pas annexer à l'acte ?
par **Frédéric Roussel** et **Cyrille Farenc**

DOCTRINE P. 19

DEF233c2 ■ Pacte *Dutreil* : l'engagement de conservation doit être joint à la déclaration de succession initiale
par **Mathilde Richevaux**

CHRONIQUES P. 24

DEF233f8 ■ Successions et libéralités
par **Bernard Vareille**, **Annie Chamoulaud-Trapiers** et **Sophie Gaudemet**

VIE PRO P. 32

OFFRES ET DEMANDES P. 38

INDICES P. 40